



Bilan d'action

Renforcer la gouvernance parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle : une affaire régionale

Pays : Burundi, République Centrafricaine (RCA), République du Congo, République Démocratique du Congo (RDC)
Thème : Mobilisation sociale, plaidoyer et communication
Sous-thème : Engager les parlementaires pour le plaidoyer législatif, le contrôle du budget et la sensibilisation du public

Date: 2024

© Congolese Parliamentary Alliance



Résumé



De par leurs principaux mandats, les parlementaires sont particulièrement bien placés pour contribuer à éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Leur position stratégique leur permet de façonner des politiques et d'établir des cadres législatifs appropriés pour garantir un accès à une alimentation saine. En outre, ils jouent un rôle clé dans la sensibilisation, favorisent le dialogue entre les parties prenantes et allouent des ressources à la mise en œuvre

de politiques visant à promouvoir une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients.

Au cours des dernières années, des initiatives mondiales et régionales ont encouragé la mobilisation des parlementaires dans la lutte contre la faim et la malnutrition. En 2018, le Sommet Parlementaire Mondial contre la Faim et la Malnutrition visait à renforcer



ODD





l'engagement politique pour atteindre l'ODD 2 à l'échelle internationale. La Déclaration de Madrid émanant de ce sommet a jeté les bases pour des plateformes régionales encourageant l'apprentissage et le partage d'expériences entre les parlements.

C'est dans ce cadre qu'a été créé le Réseau des Alliances Parlementaires de l'Afrique Centrale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (RAPAC-SAN) après le forum de Brazzaville en novembre 2019 sous le leadership de la FAO en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le Réseau a concrétisé ces engagements en soutenant la formation d'alliances parlementaires dans plusieurs pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), renforçant la capacité des parlementaires sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans leurs pays, et en rappelant le rôle qu'ils doivent jouer pour générer un engagement politique et améliorer l'allocation budgétaire pour la SAN.



Période couverte

Depuis 2018.



Qu'est-ce qui a été fait ?

Depuis 2019, le Réseau des alliances parlementaires de l'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (RAPACSAN) a contribué à l'établissement de sept alliances parlementaires nationales en Afrique centrale. La création du RAPACSAN a ainsi ouvert la voie à une collaboration et une coordination efficaces des alliances parlementaires nationales du [Pôle de Convergence du Mouvement pour le renforcement de la Nutrition \(SUN\)](#) comme le Burundi, la République de Centrafrique (RCA), la République du Congo ainsi que la République Démocratique du Congo (RDC).

Plus précisément, le RAPACSAN joue un rôle dans la création de normes et de cadres juridiques régissant la mise en place d'alliances nationales, l'élaboration de fiches d'orientations thématiques, le plaidoyer pour des budgets spécifiques à la nutrition, et l'organisation d'échanges de pairs réguliers entre les pays pour soutenir l'élan politique et le plaidoyer. En outre, le réseau régional organise des journées de sensibilisation et des ateliers de renforcement des capacités des



Objectifs du bilan d'action

Ce brief appelle à un changement de paradigme dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en ralliant les parlementaires de tous bords pour agir ensemble. Il met en lumière le rôle des réseaux régionaux pour mobiliser, soutenir et guider les alliances parlementaires nationales à contribuer au plaidoyer, suscitant un engagement politique, renforçant l'environnement législatif et politique, et améliorant l'allocation budgétaire pour les questions de sécurité alimentaire et nutrition (SAN).



© Congolese Parliamentary Alliance

députés, qui le plus souvent ne sont pas nutritionnistes (bien que certains soient des professionnels de la santé), sur les questions de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN).

Les activités du RAPACSAN incluent également la tenue de conférences régionales qui visent à évaluer les progrès de la mise en œuvre de l'Alliance dans 11 pays d'Afrique centrale. Ces conférences sont essentielles pour créer des cadres politiques favorables et utiliser la diplomatie parlementaire en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

Dans le cadre de l'accompagnement, des orientations, des formations et du financement du RAPACSAN et de la FAO, les alliances parlementaires nationales ont accompli des avancées significatives en 2023, telles que l'adoption de lois cruciales sur la fortification des aliments ou encore le droit à une alimentation adéquate. Par exemple, en Novembre 2023, l'Assemblée nationale de la **RDC** a adopté une proposition de loi visant à renforcer la sécurité alimentaire en promouvant l'élevage comme un secteur



clé de croissance économique, préservant l'écosystème conformément aux normes environnementales.

En outre, la création de commissions dédiées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénat et à l'Assemblée Nationale en **République du Congo**, a été un exemple significatif de la façon dont les parlementaires peuvent contribuer à façonner et renforcer le cadre institutionnel pour inclure l'agenda de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des institutions législatives.

Le rôle des alliances parlementaires ne se limite pas à la législation, mais s'étend également à l'allocation de budgets spécifiques à la nutrition. Par exemple, en 2023 en **RCA**, l'alliance parlementaire s'est engagée dans le plaidoyer en faveur de la création de lignes budgétaires dédiées à la nutrition auprès de la Primature, contribuant ainsi à l'adoption, l'allocation et le décaissement d'une ligne budgétaire spécifique à la coordination de la nutrition dans le budget national.

La concrétisation de ces initiatives et résultats tangibles obtenus ont été le fruit d'une étroite collaboration avec le Réseau des alliances parlementaires de l'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (RAPACSAN) ainsi que le réseau des Nations Unies pour la Nutrition, en particulier la FAO.



Que feriez-vous différemment ?

La pandémie de COVID-19 a non seulement freiné le déploiement des alliances parlementaires, mais elle a aussi compromis la qualité des formations en ligne en raison des problèmes de connexion internet et du manque d'interaction. Cela souligne la nécessité d'établir un contact direct et en personne avec les parlementaires.

De plus, pour garantir la durabilité des initiatives, il est recommandé aux réseaux régionaux d'appuyer le développement de produits de connaissance, des outils de communication, et d'établir des rapports et des dossiers d'information à des fins de sensibilisation et de plaidoyer, compte tenu de la rotation élevée des députés entre les mandats législatifs.



Adaptation et applicabilité

Pour que d'autres réseaux régionaux puissent entreprendre cette démarche d'impliquer davantage et d'appuyer les parlementaires dans leur engagement et détermination à lutter contre la faim et la malnutrition, il est conseillé de :

- **Organiser régulièrement des journées de sensibilisation des parlementaires sur diverses thématiques telles que la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), la multisectorialité de la nutrition, leur rôle et leur engagement dans l'amélioration de la SAN des populations, etc.**
- **Mobiliser l'engagement des parlementaires dans la plateforme SUN ainsi que dans d'autres réunions initiées par les partenaires techniques et financiers tels que les ONG, les agences des Nations Unies et les bailleurs.**
- **Sensibiliser les parlementaires à s'impliquer davantage pendant leurs vacances parlementaires en province afin de rencontrer et d'échanger avec les différentes autorités coutumières et membres de la société civile sur les problématiques et défis de sécurité alimentaire et nutritionnelle locaux. Ceci leur permet de mieux comprendre les réalités des communautés en province et de plaider efficacement au niveau central lors des réunions de l'Assemblée nationale.**
- **Garder le contact avec les alliances des parlementaires actives au niveau régional, afin de connaître les initiatives menées dans d'autres pays et d'échanger des expériences.**





Quel a été le rôle du mouvement SUN dans cette bonne pratique?

Promouvant une approche multisectorielle, le rôle du Mouvement SUN a été avant tout de fédérer les efforts de tous les acteurs membres de la plateforme, notamment les parlementaires, pour assurer une meilleure coordination en matière de nutrition. La participation active des alliances nationales dans les plateformes multisectorielles de nutrition nationales SUN a été cruciale pour aligner leurs actions et plaider aux priorités annuelles en matière de nutrition. Spécifiquement:

- Mobilisation des parlementaires dans la gouvernance et l'allocation des ressources pour la nutrition.
- Institutionnalisation des mécanismes de coordination nationale entre le Parlement et la plateforme SUN,

favorisant l'implication des Alliances Parlementaires dans l'élaboration des plans stratégiques multisectoriels de nutrition ou encore la mise en place de comités provinciaux de nutrition.

- Contribution à surmonter les défis liés à la rotation fréquente des membres des réseaux parlementaires et aux contraintes financières pour mener des activités de sensibilisation. Des partenaires tels que les réseaux des Nations Unies pour la Nutrition, notamment la FAO, ou encore de la société civile SUN ont accompagné les alliances en organisant des échanges avec d'autres alliances parlementaires ou encore offert un soutien financier pour participer à des ateliers internationaux.



Prochaines étapes

- Capitaliser sur le leadership et l'expertise des réseaux régionaux tels que RAPACSAN pour maintenir la mobilisation, le renforcement et le soutien de la participation des Alliances Parlementaires au sein des plateformes nationales SUN.
- Instaurer des mécanismes visant à promouvoir l'appropriation et l'autonomie financière des alliances parlementaires nationales, notamment en envisageant le financement de leurs activités à partir du budget de l'Assemblée nationale, afin de garantir leur viabilité économique à long terme.



© FAO



Further information



<https://www.fao.org/partnerships/parliamentary-alliances/en/>



<https://www.fao.org/africa/news/detail-news/en/c/1199235/>



<https://www.fao.org/partnerships/parliamentary-alliances/news/news-article/en/c/1268811/>



<https://www.fao.org/3/cb8532fr/cb8532fr.pdf>



https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Burundi_Feuille-de-route-nationale-renforcement-des-systemes-alimentaires_VF-vf.pdf


Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Scaling Up Nutrition Movement
c/o SUN Movement Secretariat
Villa Le Bocage, Palais des Nations
CH-1211 Geneva, Switzerland
+41 (0) 22 917 7283
info@scalingupnutrition.org
www.scalingupnutrition.org